

Politique étrangère coopérative pour le monde multipolaire

Alors que le monde fait face à des crises écologiques et des crises de santé publique, il y a peu de plus importants que d'entretenir des relations coopératives au niveau international avec les pays qui travaillent envers des solutions efficaces.

Telles relations impliqueraient des changements radicaux, dans la politique étrangère canadienne et aussi dans les institutions de gouvernance internationale.

Contrairement à l'image qu'ont les Canadiens d'eux-mêmes, la politique étrangère du Canada n'a pas été principalement axée sur la paix, la démocratie, le développement durable et le maintien de la paix. En réalité, la politique étrangère du Canada a aggravé les inégalités, soutenu l'agression du gouvernement américain et exporté notre économie d'extraction, avec des conséquences désastreuses pour les gens et la planète.

Nos gouvernements vendent des armes à l'Arabie saoudite, aident à renverser les dirigeants démocratiquement élus, soutiennent les États oppressifs, votent contre les résolutions soutenant les droits de l'homme à l'Assemblée générale des Nations Unies, et échouent constamment à respecter nos engagements climatiques. Il n'est pas étonnant que nous ayons échoué deux fois à remporter un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Avec ses alliés parmi les pays et les sociétés les plus riches de la planète, le Canada a également contribué à la subversion des institutions de gouvernance internationale.

Les Canadiens doivent faire face à ces faits.

Comment sommes-nous arrivés ici

Les relations entre-nations ont longtemps porté sur la domination, l'oppression et l'exploitation, sur la concurrence pour les imposer et sur la résistance contre ces derniers. Cette dynamique a engendré les conflits contemporains - ses guerres mondiales, ses guerres froides et ses guerres chaudes. Elle a mené au développement d'armes d'une capacité de destruction inimaginable - nucléaire, chimique et biologique - et perverti la cause de la paix. Elle a épuisé les ressources de la terre, déséquilibré son écologie et a mené au changement climatique. Le tout pour le profit d'une minuscule minorité riche - les élites des pays les plus riches et leurs alliés dans les pays pauvres - et au détriment de la grande majorité sur Terre et de la Terre elle-même.

La contribution du Canada à cet égard est loin d'être négligeable. Fondé en tant que société de colons blancs, et fondé sur la saisie illégitime des terres des peuples autochtones, le Canada occupait une niche privilégiée dans l'Empire britannique. Les excédents générés par les colonies britanniques non coloniales, comme l'Inde britannique ou les Caraïbes, ont alimenté une grande partie de son industrialisation à partir de la fin du XIXe siècle. L'Empire fournissait des marchés pour ses exportations principalement extractives et agricoles et un parapluie protecteur sous lequel les capitalistes canadiens pouvaient s'aventurer à l'étranger dans des endroits comme les Caraïbes.

Après la Seconde Guerre mondiale et le début de la décolonisation qui a commencé à détendre l'Empire britannique, le Canada s'est tourné vers les puissants États-Unis. Dans la période d'après-guerre, les dirigeants du Canada ont favorisé et approfondi la dépendance économique du Canada à l'égard des États-Unis - une dépendance qui a profité aux capitalistes et aux riches au détriment du peuple canadien. Les mêmes groupes ont également bénéficié des efforts incessants du gouvernement américain pour dominer l'économie mondiale.

Plus récemment, certains ont remis en question ces liens, notamment l'adhésion du Canada à l'OTAN. Cependant, l'impulsion est venue principalement des capitalistes de plus en plus affirmés du Canada qui souhaitent poursuivre leur propre programme international autonome.

Cette histoire nous a amenés à lancer, à soutenir ou à accepter des guerres et des sanctions illégales et à soutenir des organisations douteuses. Nos sociétés, en particulier les industries extractives et financières, ont créé et soutenu les structures d'une économie mondiale inégale et violé les droits de l'homme de façon extensive. Notre politique étrangère les a soutenus. Au nom de la promotion de la démocratie et des droits de la personne, nous avons soutenu des régimes autoritaires ou des régimes seulement que nominalement démocratiques qui œuvrent dans l'intérêt d'une minorité élite et des corporations internationales, y compris des grandes corporations canadiennes.

Une telle domination suscite la résistance, le ressentiment et la rivalité. Les relations internationales qui en résultent rendent également difficile une action internationale commune pour résoudre les problèmes mondiaux. Il a longtemps été nécessaire de changer ces relations internationales.

L'action climatique est restée longtemps en deçà de ce qui est nécessaire malgré des réunions et des accords internationaux très médiatisés. Le réchauffement climatique a fait craindre de nouvelles guerres sur l'eau ou l'élévation du niveau de la mer. La conjoncture actuelle de la pandémie, l'urgence écologique et la montée des tensions internationales avec de nouvelles guerres froides contre la Russie et la Chine est déjà dangereuse,

Les tensions croissantes entre les puissances nucléaires rendent le danger à devenir une réalité. Ces tensions ont incité le « Bulletin of the Atomic Scientists » à déplacer son « Doomsday Clock » de 100 secondes à minuit - le plus proche que nous n'ayons jamais été d'Armageddon. Une nouvelle course aux armements nucléaires a commencé. Les États dotés d'armes nucléaires ont bafoué les dispositions de désarmement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et les ont perverties en un moyen de perpétuer la consolidation et le maintien d'un ordre nucléaire inégal. Tout cela est à peine discuté par les politiciens du Canada, même si ces dangers sont de la plus grande gravité.

Monde majoritaire: Il existe de nombreuses façons de se référer aux pays les plus pauvres du monde. Nous choisissons le terme de monde majoritaire pour souligner les faits de la grande inégalité internationale. Les pays majoritaires, anciennes colonies ou semi-colonies, restent pauvres tandis que le monde minoritaire des pays riches, composé d'anciens colonisateurs et de leurs colonies de colons blancs, s'approprie l'essentiel des revenus mondiaux. Cela reste vrai même si certains pays du monde majoritaire ont connu de fortes croissances. Bien que ces économies émergentes puissent croître en taille économique, l'écart par habitant est resté persistant.

Ces relations internationales sont dépassées dans notre monde de plus en plus multipolaire. Ils exposent l'hypocrisie des relations occidentales envers le monde majoritaire. Pendant des décennies, les pays occidentaux ont prétendu vouloir et soutenir le développement des pays du monde majoritaire tout en s'efforçant de les maintenir subordonnés. Le développement actuel de certains d'entre eux, et la prééminence qui l'accompagne sur la scène internationale se heurtent à une agression occidentale, ce qui culmine dans la nouvelle et très dangereuse guerre froide contre la Chine que les États-Unis ont lancée.

Le Canada ne doit en avoir aucune part.

Si le monde est aujourd'hui multipolaire, c'est parce que, malgré leur puissance et son formidable effort, les riches pays impérialistes du monde n'ont pas été en

mesure d'étouffer les des pays qui les ont défiés, du petit Cuba à (aujourd'hui) la puissante Chine.

Les relations internationales du passé ne feront qu'entraîner un tel monde envers encore plus de conflits et l'empêcher de relever des défis pressants – comme répondre efficacement à la pandémie et à l'urgence écologique, empêcher une reprise de la course aux armements nucléaires, empêcher une autre guerre majeure et, surtout, faire avancer le bien-être du monde vert.

La multipolarité signifie aujourd'hui qu'un plus grand nombre de pays, poursuivant une plus grande diversité de modèles économiques, constituent des pôles de pouvoir dans le système international. Cette situation exige que tous les pays respectent le droit souverain des autres pays d'organiser leur économie de la manière qui leur convient le

mieux pour répondre aux besoins de leur population sur la base des ressources - matérielles et culturelles - qu'ils possèdent ou peuvent obtenir grâce à des relations d'intérêt mutuel. Cela comprend le respect des droits souverains de pays comme la Chine ou Cuba, le Vietnam ou le Venezuela qui ont historiquement évolué dans des systèmes économiques et politiques très différents des nôtres.

Ce que propose le Parti vert sous la direction de Dimitri

Nous proposons de mettre fin à la contribution du Canada à des structures et pratiques désuètes et dangereuses dans les relations internationales. À leur place, nous proposons de placer le Canada sur une nouvelle voie d'engagement international, une voie qui mène le monde ensemble vers un bien-être écologique.

- Nous reconcentrerons tous les aspects de notre engagement international - lié à la diplomatie, le militaire, au commerce et à l'aide - pour refléter les valeurs écosocialistes progressistes, un esprit de coopération internationale et l'importance du droit international, en commençant par le respect de la souveraineté des nations, tout en travaillant constamment pour améliorer les cadres qui existent pour tous ces derniers.
- Nous allons promouvoir les droits de la personne et la démocratie dans ces cadres et nous engager dans un dialogue coopératif international, dans le sens de la vraie signification du mot « coopératif », plutôt que de chercher à imposer des interprétations occidentales, ou pires, à imposer des ordres économiques qui violent les droits et la démocratie.
- Nous prioriserons et encouragerons des solutions coopératives et non violentes à tous les problèmes internationaux.
- Nous poursuivrons le désarmement, en commençant par le désarmement nucléaire, avec vigueur. Nous allons également restreindre puis éliminer le commerce des armes, et rendre la production de défense une propriété publique. Cela pour faire en sorte que le profit ne déclenche plus jamais la guerre ni n'encourage d'autres pays à faire de même.
- Nous travaillerons à réformer les institutions principales de gouvernance internationale - l'ONU et ses affiliés - pour les rendre plus démocratiques et mettre fin à leur domination par les pays et les entreprises occidentaux.
- Nous réformerons les institutions existantes de gouvernance économique internationale - telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce - pour les rendre démocratiques et respectueuses de la souveraineté des nations, et les orienter pour promouvoir un bien-être juste et vert pour tous les pays. Nous allons, en même temps, promouvoir le développement d'alternatives.

- Nous nous opposerons à l'imposition de l'austérité par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, d'autres agences dominées par l'Occident et l'Occident et plaiderons pour l'élimination de la dette excessive et impayable.
- Nous insufflerons une nouvelle vie au multilatéralisme dans tous les forums internationaux en rejetant les approches antérieures qui se sont révélées à être des obstacles à un accord avec le monde majoritaire et qui n'ont profité qu'aux entreprises et non à la population du Canada.
- Nous nous retirerons des alliances internationales qui perpétuent les structures de domination impériale que nous avons soutenues jusqu'à présent, ou bien nous les réorienterons vers celles qui facilitent l'émergence d'un monde démocratique et multipolaire de bien-être juste et vert.

Comment atteindrons-nous nos objectifs

À ces fins, nous proposons une révision et une réorientation radicales des quatre principaux ministères - les ministères des Affaires étrangères, de la Défense nationale, du Commerce extérieur et du Développement international - qui gèrent notre engagement international.

- Le nouveau «Département des relations internationales coopératives». Ce sera notre politique étrangère vers la promotion de la paix et le développement durable, ainsi qu'envers l'urgence écologique en coopération avec d'autres pays partageant les mêmes idées, vers un ordre international fondé sur des règles, vers la réforme des institutions internationales existantes et enfin vers la promotion de nouvelles pour refléter l'émergence du monde multipolaire. Tous ceux-ci seront visés en direction d'un monde international, juste et vert. Le nouveau département:
 - s'efforcer de ramener les Nations Unies et tous leurs institutions à leurs objectifs originaux de promotion de la démocratie et de la paix internationales, et de s'éloigner de la domination des pays occidentaux, en particulier des États-Unis, et aussi par les entreprises occidentales et les institutions privées;
 - s'éloigner des alliances et des institutions traditionnelles qui jouent désormais un rôle important dans la mise en danger du monde plutôt que de rendre ce monde un endroit plus sécuritaire;
 - promouvoir le droit international, y compris le droit international des droits de la personne, en l'appliquant sans parti pris ni discrimination;
 - renoncer à la diabolisation déraisonnable de pays comme la Chine ou le Venezuela simplement parce qu'ils exercent leur droit souverain de gérer leur économie comme bon leur semble;
 - donner la priorité à la résolution des urgences écologiques et de santé publique, promouvant la justice sociale internationale et la coopération

pacifique internationale dans tous les domaines de l'activité humaine; et finalement

- o placer le Canada au premier rang des pays favorisant un ordre international pacifique, sécuritaire, vert et progressiste.
- Le ministère de la Défense nationale deviendra le ministère de la Paix et de la Défense nationale. Il réorientera la politique de défense du Canada loin des guerres agressives, et l'orientera au lieu vers la défense du Canada, les secours en cas de catastrophe, l'aide humanitaire et le maintien de la paix comme mandaté par l'ONU, avec transparence et contrôle démocratique. Ce nouveau ministère va :
 - o organiser le retrait du Canada de l'alliance militaire la plus agressive de notre temps, l'OTAN;
 - o réorganiser la fourniture de la défense nationale à l'extérieur de celle-ci, transformer les forces armées canadiennes en fonction strictement de défense et celles de maintien de la paix, de secours en cas de catastrophe et d'aide humanitaire à l'invitation des gouvernements comme mandatés par l'ONU;
 - o s'éloigner des enchevêtrements qui nous obligent à nous engager dans un conflit étranger contrôlé par d'autres acteurs;
 - o rendre la production de défense une propriété publique;
 - o refuser de dépenser des milliards de dollars en matériel militaire venant de l'étranger; et finalement
 - o veiller à ce que ces fonds soient mieux dépensés pour promouvoir la paix et démêler le Canada et le reste du monde des conflits militaires.
- Le nouveau Département du commerce et du développement, rendu nécessaire par la nouvelle centralité du commerce et des pays du monde majoritaire dans le monde multipolaire, reposera sur la reconnaissance dont le commerce, le développement et l'aide ne peuvent être séparés. Les relations commerciales ont toujours été un élément central de «la manière dont les pays riches sont devenus riches et pour quoi les pays pauvres restent pauvres». Notre politique commerciale visera à promouvoir l'égalité internationale et le développement. Le commerce a également nui au Canada. Nous sommes peut-être une nation commerçante, mais nos schémas commerciaux bien ancrés impliquaient de vendre des produits bruts et de laisser à d'autres le soin de profiter des emplois à valeur ajoutée qui accompagnent les produits finis. Cela aussi doit changer. Le nouveau département:
 - o promouvoir un nouveau paradigme du commerce canadien et de l'aide internationale qui cherche à promouvoir le développement plutôt que les intérêts des entreprises canadiennes à l'étranger en insistant sur des ensembles de politiques dommageables et en liant l'aide à l'utilisation inappropriée des biens et services canadiens;

- o placer les relations commerciales du Canada sur une nouvelle base à partir de laquelle ses accords de commerce et d'investissement favorisent l'égalité internationale, la durabilité écologique et le respect de la souveraineté nationale;
- o reconnaître le droit des nations d'organiser leur économie de la manière qui convient le mieux à leurs objectifs nationaux, y compris ceux de garantir la gamme complète des droits de la personne, y compris les droits des emplois décents, des revenus, du logement, de l'éducation et de la santé;
- o promouvoir une économie internationale circulaire;
- o viser à diversifier les liens commerciaux et d'investissement du Canada pour réduire sa dépendance à l'égard des États-Unis et refuser d'être impliqué dans ses guerres commerciales et technologiques;
- o chercher à réduire la dépendance du Canada envers des exportations de matières premières non transformées ou peu transformées à l'étranger;
- o reconnaître que ni les besoins de pays riches comme le Canada et ni les besoins de développement des pays du monde majoritaire ne peuvent être satisfaits par le libre-échange et que tout le commerce est géré, incluant la nôtre, dans l'intérêt des gens et de l'usine plutôt que des profits;
- o faire de la gestion de la politique commerciale et d'investissement pour le bien-être populaire, pour la protection de l'environnement et pour la politique industrielle verte, la pierre angulaire de la politique canadienne, et accepter le droit d'autres nations souveraines de poursuivre des politiques similaires; et finalement
- o recentrer notre aide au développement à travers une véritable collaboration avec les pays en développement qui vise à améliorer leurs capacités technologiques, de production et de compétences, leur capacité à améliorer le bien-être matériel, éducatif et culturel de leurs populations et à rendre leurs économies plus durables.

Plus précisément,

Le Département des relations internationales coopératives, en alliances avec des pays partageant les mêmes idées sur chaque question où ça sera nécessaire, travaillera à :

1. Prendre des mesures immédiates pour veiller à ce que le Canada assume pleinement sa responsabilité de respecter l'Accord de Paris d'ici 2030 et pour aider les pays en développement à atteindre leurs propres objectifs de réduction des émissions de carbone d'ici 2050.
2. Soutenir l'ONU tout en travaillant dur pour la réformer sur de nombreux fronts: responsabilité, transparence et égalité de souveraineté. Nous allons revoir et

réviser son rôle au 21^e siècle. Cette examination comprendra des réformes du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies telles que l'Organisation mondiale de la santé, la Cour pénale internationale et l'Organisation internationale du travail. L'objectif sera de ramener l'ONU à ses racines multilatérales sur la base de l'égalité de souveraineté en supprimant les mesures qui ont déplacé l'égalité de souveraineté au profit de la domination des pays occidentaux et des entreprises, y compris :

- a. La suppression du veto exercé par les cinq membres permanents au Conseil de sécurité des Nations Unies
 - b. Une réforme de son financement pour en faire exclusivement celui fourni par les États membres et en veillant à ce qu'il soit payé
 - c. Mettre fin à la pratique des pays riches qui paient les pays pauvres pour se battre sous les auspices de l'ONU: cela garantira une prise de décision plus responsable concernant le déploiement des troupes de l'ONU
3. Initier le retrait diplomatique du Canada de l'OTAN et du NORAD sur une période de 5 ans. Ce sont des vestiges du passé impérial du Canada qui n'ont pas leur place dans un Canada qui s'efforce de bâtir un monde véritablement coopératif.
 4. Prendre l'initiative de forger de nouvelles alliances d'États non belligérants et pacifistes.
 5. Exiger que la Cour pénale internationale (CPI) mette fin à son attention exclusive sur les crimes de guerre commis par les ennemis officiels du gouvernement américain, et que la CPI tienne les criminels de guerre américains, et ceux d'autres États occidentaux et leurs mandataires, également responsables de leurs crimes.
 6. Œuvrer à la réforme des institutions de gouvernance économique internationale, telle que la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, afin de refléter les principes d'équité et de démocratie, les intérêts particuliers des pays pauvres et la centralité de la justice sociale et de la durabilité écologique.
 7. Rejoindre et promouvoir de nouvelles institutions de gouvernance économique internationale, telles que la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la banque des BRIC et les accords bilatéraux et plurilatéraux pertinents entre les pays, à des fins progressives et aussi pour échapper aux institutions financières et de paiement internationales américaines de plus en plus capricieuses.
 8. Condamner le Groupe de Lima et en retirer immédiatement le Canada.
 9. Imposer des sanctions politiques, militaires et économiques sur l'Israël pour son occupation et sa colonisation illégales.
 10. S'engager à imposer des sanctions à tous les violeurs des droits de la personne. Ils devraient être universellement appliqués là où il existe des preuves convaincantes et seulement après l'échec du dialogue. Ils devraient viser des contrevenants individuels et non des populations innocentes.
 11. Critiquer et mettre fin à l'acquiescement du Canada au retrait des États-Unis de l'accord nucléaire avec l'Iran et aux sanctions inhumaines de Trump contre l'Iran, le Cuba et le Venezuela.

12. Inverser l'islamophobie et le racisme anti-arabe qui se manifestent si clairement par la politique étrangère du Canada envers les États à prédominance musulmane et arabe.
13. Adoptez une position décisive contre les régimes d'extrême droite du monde entier, y compris ceux de Modi et Bolsonaro.
14. Rétablir les relations diplomatiques avec l'Iran comme le souhaitent les Canadiens iraniens, mettant fin à notre complicité avec les efforts menés par les États-Unis pour viser l'Iran.
15. Réparer les relations avec la Chine en libérant l'exécutif de Huawei, Meng Wangzhou, et en négociant le retour de deux Canadiens détachés en Chine.
16. Imposer des interdictions sur l'importation de produits fabriqués dans les colonies illégales.
17. S'aligner et travailler avec les forces politiques les plus progressistes de la planète: les verts, les sociaux-libéraux, les sociaux-démocrates, les développementalistes et les socialistes pour trouver des moyens innovants de promouvoir le dialogue international et l'action pour la paix, la durabilité, la démocratie, les droits de la personne et la souveraineté nationale.
18. Veiller à ce que nos diplomates et autres représentants soient formés pour faire plus d'efforts pour écouter et comprendre les préoccupations et les positions des gens dans d'autres pays.

Le nouveau ministère de la Paix et de la Défense nationale va :

1. Réduire les dépenses militaires de 50% et autoriser la réaffectation des fonds au titre de l'aide aux pays qui sont en première ligne de la crise climatique.
2. Éliminer progressivement l'armée canadienne sur une période de 5 ans et la remplacer par une Force de défense, de maintien de la paix et d'aide humanitaire (DPHAF) dont les seules fonctions seront de:
 - a. Défendre le Canada
 - b. Participer aux missions de maintien de la paix mandatées par l'ONU à l'étranger et finalement
 - c. Fournir de l'aide humanitaire d'urgence aux niveaux national et international, y compris dans les zones de conflit, à l'invitation du gouvernement
3. Adhérer immédiatement au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.
4. Prendre la tête du désarmement nucléaire et de l'élimination des armes nucléaires sans laquelle le TNP n'est qu'un moyen de maintenir l'ordre nucléaire inégal.
5. Initier immédiatement le retrait militaire du Canada des opérations militaires de l'OTAN, et de se retirer de l'OTAN et du NORAD sur une période de 5 ans, afin de se concentrer sur la défense du Canada et le maintien de la paix international mandaté par l'ONU
6. Augmenter le financement de la Garde côtière canadienne pour patrouiller dans les eaux territoriales du Canada et veiller à ce que ces eaux soient utilisées conformément au droit canadien et international, y compris les restrictions sur la

pêche, la pollution et l'extraction des ressources. Une flotte d'hélicoptères et de drones soutiendra également cela.

7. Annuler l'accord sur les armes saoudiennes et interdire le commerce des armes avec l'Arabie saoudite, l'Israël, l'Égypte et tous les autres États qui ne respectent pas les protocoles de l'ONU sur les droits de la personne et tous les États dont les gouvernements sont engagés dans des violations de ces droits de l'homme.
8. Examiner l'exemption du Canada sur la liste de contrôle des exportations (LCE) pour les exportations militaires vers les États-Unis afin de mieux suivre la conformité du Canada aux accords internationaux sur le commerce des armes.
9. Éliminer complètement cette liste d'ici 3 ans et interdire les exportations militaires, y compris celles vers les États-Unis.
10. Faire de l'industrie de l'armement une propriété publique et éliminer la production de toutes les armes, à l'exception des articles nécessaires pour soutenir les activités de maintien de la paix des Nations Unies et pour la sécurité intérieure tout en veillant à ce que les travailleurs soient redéployés à des postes civils comparables.

Le ministère du Commerce et du Développement va :

1. Faire de la diversification des relations commerciales internationales du Canada sa priorité.
2. Offrir des incitatifs pour accroître les composantes à valeur ajoutée des activités de production afin d'augmenter les produits, processus et composants «fabriqués au Canada».
3. Abroger unilatéralement tous les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États dans nos accords internationaux.
4. Arrêter l'aide et les investissements dans la production de combustibles fossiles.
5. Plaider pour l'introduction d'une taxe Tobin sur les transactions monétaires internationales afin de réduire la volatilité des marchés et de financer la réduction de la pauvreté internationale.
6. Refuser d'utiliser les normes du travail, les droits de la personne, et les standards de l'environnement, de la santé ou des services sociaux comme une matraque politique contre les pays pauvres pour leur refuser l'accès à nos marchés.
7. Soutenir plutôt les droits à l'éducation, à la santé et aux services de base en fournissant aux gouvernements du monde majoritaire des subventions et des prêts.
8. Aidez les pays du monde majoritaire à taxer plus efficacement leurs citoyens les plus riches et les sociétés étrangères sur leur territoire pour augmenter leurs revenus.
9. Soutenir les syndicats, notamment en collaborant avec l'Organisation internationale du travail pour promouvoir les droits des travailleurs dans le pays et à l'étranger, y compris le droit à la négociation collective et à une

- bonne rémunération, les conditions de travail, les services sociaux, les besoins de base.
10. Aider les Nations Unies à introduire un traité international contraignant sur les entreprises et les droits de la personne afin de rendre les entreprises légalement responsables de n'avoir pas empêché les violations des droits de la personne ou de l'environnement à l'étranger, que ce soit dans leurs propres opérations ou dans leurs chaînes d'approvisionnement.
 11. Accroître rapidement l'aide au développement jusqu'à l'objectif convenu au niveau international de 0,7% du PIB et la décaisser, en négociation avec les pays bénéficiaires, aux fins de lutter contre la pauvreté, de promouvoir le développement durable, de répondre à l'urgence écologique, de fournir des services sociaux, de promouvoir la justice de genre et de promouvoir l'égalité, aidant l'agriculture durable et la promotion de la souveraineté alimentaire.
 12. Faire appliquer les lois des Nations Unies sur les droits de la personne et d'autres lois et règlements qui promeuvent les droits des autochtones, les droits des travailleurs et l'égalité des sexes.
 13. Soutenir les efforts dans le monde entier pour lutter contre la discrimination de toutes sortes, y compris le racisme (y compris l'antisémitisme et l'islamophobie), la misogynie et la discrimination contre le genre et les choix sexuels.

En fin de compte, nous aurons à la fois le courage d'imaginer un monde pacifique, juste et durable, ainsi que la détermination de faire de ce monde une réalité pour nos enfants.